



DANS L'ÉPOPÉE BELLE ET GÉNÉREUSE DE SOLIDARITÉ SIDA, IL EXISTE DES VISAGES ET DES SOURIRES

QUI DISENT TOUTE L'HUMANITÉ DE NOTRE ENGAGEMENT FIDÈLE



SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT	2
2020, L'ANNÉE DE TOUS LES DÉFIS	<u>F</u>
DANS LE MONDE, LA RIPOSTE AU VIH PREND DU RETARD	
EN FRANCE, LE DOUBLE ENJEU DE LA SENSIBILISATION ET DU DÉPISTAGE	
LE COVID-19, UNE NOUVELLE ÉPIDÉMIE AUX RÉPERCUSSIONS DÉSASTREUSES	
SOLIDARITÉ SIDA, LES FONDAMENTAUX	12
UNE ANNÉE SUR TOUS LES FRONTS	14
DES RÉPONSES SIMPLES ET CONCRÈTES À L'AGGRAVATION DE LA PRÉCARITÉ	16
SOLIDARITÉ SIDA FIDÈLE À SES ENGAGEMENTS ENVERS LES PLUS DÉMUNIS	18
UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES MALGRÉ LE CONTEXTE	24
LA PRÉVENTION ENTRE MAINTIEN ET ADAPTATION	28
LA POURSUITE DE LA SENSIBILISATION COÛTE QUE COÛTE	32
LA PROMOTION DE POLITIQUES À LA HAUTEUR DES NOUVEAUX ENJEUX	36
LA SYNTHÈSE EN CHIFFRES	38
ANNEXE : LES PROGRAMMES SOUTENUS	40



GLOSSAIRE

ARV : ANTIRÉTROVIRAL (TRAITEMENT CONTRE LA RÉPI ICATION DU VIH)

HSH: HOMMES AYANT DES RAPPORTS SEXUELS AVEC DES HOMMES

IST: INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES

LGBTQI: LESBIENNE, GAY, BI, TRANS, QUEER ET

PVVIH: PERSONNE VIVANT AVEC LE VIH

PEC: PRISE EN CHARGE

SIDA: SYNDROME D'IMMUNODÉFICIENCE ACQUISE

TASP: «TREATMENT AS PREVENTION»

TS: TRAVAILLEUR.SE.S DU SEXE

TPE: TRAITEMENT POST EXPOSITION

TROD: TEST RAPIDE À ORIENTATION DIAGNOSTIC

UDI: USAGER: E:S DE DROGUES PAR INJECTION

VIH: VIRUS DE L'IMMUNODÉFICIENCE HUMAIN

PREP: PROPHYLAXIE PRÉ-EXPOSITION



COÛTE QUE COÛTE, ÊTRE À LA HAUTEUR

On se souviendra de 2020 comme de l'année de tous les défis. Aux enjeux de la lutte contre le VIH/sida se sont ajoutés ceux de la pandémie de COVID-19. Accélératrice d'inégalités, elle ralentit par ailleurs les progrès jusqu'ici réalisés grâce aux programmes VIH aux niveaux local, national et international, si bien que l'ONUSIDA prévoit que nous pourrions faire un bond de dix ans en arrière dans la riposte.

Le COVID-19 a impacté les systèmes de santé, la prévention, le dépistage et la prise en charge, mais aussi la société civile, en rendant le travail des associations plus compliqué.

Il n'aura pas non plus épargné Solidarité Sida, qui, pour la première fois de son histoire, a pris la lourde décision d'annuler Solidays, son festival « pas comme les autres ». Puissant outil de sensibilisation et d'engagement de la jeunesse, Solidays est aussi un formidable instrument de récolte de fonds qui représente 70% des ressources de l'association. Son annulation fragilisait dès lors le financement de ses 116 programmes de prévention et d'aide aux malades.

Derrière ces programmes, 82 associations, de courageux·ses militant·e·s du quotidien, et plus de 210 000 bénéficiaires. Il fallait trouver des solutions coûte que coûte. Cette responsabilité nous a donné la force de prendre des décisions courageuses.

Malgré les incertitudes et la menace sur l'avenir de l'association, Solidarité Sida a fait le choix de maintenir en ordre de marche les équipes en charge des programmes, alors éparpillées et confinées. Les enjeux ? Répondre aux besoins immédiats des associations partenaires et des populations vulnérables les plus durement touchées par la crise, poursuivre les actions de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes, et maintenir l'accès aux soins et aux droits des plus démuni-e·s. Créativité, adaptabilité et mobilisation des réseaux ont été les clés de notre réussite.

En parallèle, d'autres équipes de Solidarité Sida étaient mobilisées sur la gestion du premier appel à la générosité de notre histoire. Grâce à la confiance des partenaires publics qui ont tous maintenu leur contribution, grâce à l'appui des partenaires privés qui ont confirmé tout ou partie de leur soutien et grâce à la générosité du public et des ami-e-s fidèles de Solidays, Solidarité Sida a pu traverser la tempête, maintenir le financement de l'ensemble de ses programmes et même transcender ses missions premières en se positionnant comme un véritable acteur de l'urgence.

Les défis mis en travers de notre route par cette nouvelle pandémie ont mis en évidence les fragilités de notre monde, mais ils nous ont aussi rappelé toute la force du collectif et de la solidarité. Force en laquelle nous n'avons jamais cessé de croire.

> **Bruno Delport** Président de Solidarité Sida





DANS LE MONDE, LA RIPOSTE AU VIH PREND DU RETARD

DES PROGRÈS INSUFFISANTS VIS-À-VIS DES OBJECTIFS 2020

Il y a cinq ans, l'Assemblée Générale des Nations Unies (ONU) s'est fixé un cap: l'éradication du sida d'ici 2030. Pour y parvenir, des objectifs intermédiaires devaient être atteints en 2020, les « 90-90-90 ». Cette année, 90% des personnes vivant avec le VIH devaient connaître leur statut sérologique, 90% des personnes connaissant leur statut devaient recevoir un traitement antirétroviral et 90% des personnes recevant un traitement devaient avoir une charge virale durablement supprimée.

Le travail commun de la communauté scientifique, des chercheur-se-s et des associations sur le terrain ont permis la réalisation de progrès significatifs. Selon les dernières estimations, dans le monde, près de 81% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut et 67% suivent une thérapie antirétrovirale. Les progrès en matière de dépistage, d'accès aux ARV et d'efficacité du traitement ont permis à près de 59% des personnes

séropositives d'afficher désormais une suppression de leur charge virale.

Si ces chiffres sont en constante progression, ils n'atteignent malheureusement pas les objectifs définis par les Nations Unies. La lutte contre le VIH/sida prend du retard et les disparités entre les pays et régions du monde se creusent.

L'urgence demeure

Sur les 38 millions de personnes vivant avec le VIH, 12,6 millions de personnes sont toujours sans traitement. Si les États dits du « Nord » présentent des taux de mise sous ARV avoisinant les 90%, la réalité est tout autre dans certaines régions.

En ce qui concerne la propagation de l'épidémie, les disparités entre régions sont aussi bien réelles. Si les nouvelles infections par le VIH ont été réduites de 23% dans le monde depuis 2010, en grande partie grâce à une diminution substantielle de 38% en Afrique orientale et australe, elles ont augmenté de 72% en Europe orientale et en Asie centrale, de 22% au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et de 21% en Amérique latine.

En 2019, on dénombrait encore 690 000 décès liés au sida et 1,7 million de nouvelles infections par le VIH. Les objectifs pour 2020 visant à réduire ces deux chiffres à moins de 500 000 ne sont donc pas atteints.

DEUX RÉGIONS PARTICULIEREMENT INOUIÉTANTES

La région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre n'a pas rattrapé son retard

Pour contrer leur retard dans la lutte contre le VIH, les régions d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont mis en place, en 2016, des plans de rattrapage, afin d'atteindre les objectifs « 90-90-90 » d'ici 2020. Ces derniers ont permis des améliorations. Le nombre de décès liés au sida a diminué de 37% et celui des nouvelles infections de 10% dans la région grâce à la multiplication des dépistages et au déploiement de la mise sous traitement antirétroviral.

Pourtant, malgré les efforts menés, les résultats restent insuffisants et

le constat toujours préoccupant. L'objectif de tripler le nombre de personnes sous traitement en 2020 n'a pas été atteint : seules 68% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, 58% d'entre elles ont accès aux traitements et 45% des personnes sous traitement ont une charge virale indétectable. Les inégalités d'accès aux soins, la faiblesse des systèmes de santé, les discriminations et les politiques punitives à l'égard des populations les plus touchées par l'épidémie de VIH ou encore le manque de prévention à destination des jeunes sont autant de facteurs qui expliquent les retards que connaissent toujours les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La région MENA connaît une augmentation des contaminations

La région MENA connaît, elle aussi, des retards quant aux objectifs fixés par la communauté internationale. Bien que le taux de prévalence soit faible (0,1%), les contaminations ont augmenté et touchent principalement les populations clés, particulièrement marginalisées et stigmatisées dans cette région du monde. Selon les chiffres communiqués par l'ONUSIDA, deux tiers des nouvelles infections en 2019 concernaient les usager·e·s de drogues et les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes. Dans cette région, 240 000 personnes vivent avec le VIH, 52% d'entre elles connaissent leur statut, 38% suivent un traitement et 32% ont une charge virale indétectable. Des résultats loin des « 90-90-90 ».

Accès limité au dépistage, très faible couverture en ARV, faible système de monitoring et de surveillance communautaires : la lutte contre le VIH/sida n'est pas une priorité de santé publique pour les décideurs de nombreux pays de la région.

LES VIOLENCES ET INÉGALITES DE GENRE EN HAUSSE

En Afrique subsaharienne, les jeunes femmes et les adolescentes représentent 1 nouvelle infection sur 4, alors qu'elles ne constituent que 10% de la population totale. Comment l'expliquer ? Les inégalités de genre, les violences sexistes et sexuelles, le manque d'autonomie, un faible taux de scolarisation, les mariages précoces ou forcés sont autant de violations des droits humains qui contribuent à alimenter l'épidémie. On estime que 243 millions de femmes et de filles (âgées de 15 à 49 ans) ont subi des violences sexuelles et/ou physiques perpétrées par un partenaire intime au cours des 12 derniers mois. Les femmes aui subissent de telles violences courent 1,5 fois plus de risques de contracter le VIH que les femmes qui n'en ont pas été victimes. Dans la profession du sexe par exemple, où les femmes sont majoritaires, le risque de contamination est 30 fois plus élevé que dans la population adulte générale.

DES POPULATIONS CLÉS TOUJOURS STIGMATISÉES

En 2020, 62% des nouvelles infections dans le monde touchent les populations clés alors qu'elles ne

représentent qu'une faible partie de la population. Le risque de contamination au VIH parmi les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes est 26 fois plus élevé que sur l'ensemble de la population mondiale adulte. Il est 29 fois plus élevé pour les personnes s'injectant des drogues et respectivement 30 fois et 13 fois supérieur pour les travailleur·se·s du sexe et les personnes transgenres.

La stigmatisation et la discrimination généralisée de ces publics ainsi que celles des personnes vivant avec le virus ont été à l'origine de la paralysie de la riposte contre la maladie au début de l'épidémie de VIH. Aujourd'hui, ces phénomènes perdurent et limitent toujours l'accès de ces publics aux services de santé. Dans encore bien trop de pays, les comportements discriminants, y compris chez les professionnel·le·s de santé, les violences, le harcèlement étatique, les lois et politiques restrictives ou criminalisantes sont monnaie courante. S'attaquer aux obstacles structurels et aux causes sous-jacentes des vulnérabilités impose aussi de s'assurer que les législations n'incitent pas les gens à se cacher.

ÉTATS DES OBJECTIFS 2020 « 90-90-90 »

81%

des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique **67%**

des personnes qui connaissent leur statut reçoivent un traitement antirétroviaral **59%**

des personnes sous traitement ont une charge virale indétectable



EN FRANCE, LE DOUBLE ENJEU DE LA SENSIBILISATION ET DU DÉPISTAGE

DES CONTAMINATIONS QUI NE FAIBLISSENT PAS MALGRÈS DES PROGRÈS ENCOURAGEANTS

Près de 40 ans après la découverte du VIH, le visage de l'épidémie a changé dans l'hexagone. L'accès aux traitements et une meilleure prise en charge permettent aujourd'hui de vivre avec le VIH. La prévention a aussi changé. Les outils de protection se sont diversifiés : préservatif, dépistage, TPE, PrEP ou encore TasP permettent d'adapter la stratégie préventive à la diversité des pratiques. Chaque outil peut être préféré ou adapté, dans un choix libre et éclairé.

Ces progrès tangibles n'ont cependant pas bénéficié de la diffusion qu'ils méritent et ne sont pas connus de tou·te·s. En France, plus de 170 000 personnes vivent toujours avec le VIH et 6 000 personnes découvrent leur séropositivité chaque année, un chiffre qui reste malheureusement identique depuis 5 ans.

Les HSH et les personnes migrantes restent les plus touché·e·s

Les HSH et les personnes hétérosexuelles nées à l'étranger représentent respectivement 43% et 37% des découvertes de séropositivité. Un homme ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes a 200 fois plus de risques d'être exposé au VIH qu'un homme ayant des rapports hétérosexuels.

Parmi les personnes hétérosexuelles touchées, 73% sont nées à l'étranger. 79% viennent d'Afrique subsaharienne et 64% sont des femmes . Ces proportions sont inversées pour les PVVIH hétérosexuelles nées en France, qui comptent 64% d'hommes et 36% de femmes.

Comme en 2019, il semblerait que la part des HSH nés à l'étranger parmi les personnes séropositives augmente. Les données de l'étude GANYMÈDE, conduite par Romain Palich (IPLESP, APHP) et actuellement en cours, devraient permettre d'identifier les contextes individuels et collectifs favorisant l'augmentation de ces diagnostics au sein de cette population.

Des IST globalement à la hausse

Les IST représentent un enjeu majeur de santé publique en raison des problèmes de santé qu'elles induisent : douleurs, infections, infertilité et cancer. La lutte contre le VIH/sida s'accompagne en ce sens de la lutte contre toutes les IST. Elles utilisent les mêmes outils de riposte.

Le nombre de tests de dépistages des IST a continué d'augmenter. La généralisation du dépistage multi-sites, notamment dans le cadre du suivi de la PrEP, peut aussi expliquer cette augmentation. Les dépistages révèlent que les infections sont globalement à la hausse. Le nombre de diagnostics d'infection à gonocoque continue d'augmenter (+21%) et touche principalement les HSH (74% des cas). Par ailleurs, depuis 2017, on constate également une augmentation de 29% des infections de chlamydia.

Le constat autour de la syphilis est différent. En 2019, 2,6 millions de dépistages de la syphilis ont été réalisés par les laboratoires du secteur privé, soit une augmentation de 22% par rapport à 2017. Le nombre de diagnostics de syphilis récente (moins d'un an) rapporté dans le réseau de cliniciens RésIST, a quant à lui diminué de 7% en 2019. Il était stable entre 2016 et 2018.

LA NÉCESSITÉ DE LUTTER CONTRE LE MANQUE DE CONNAISSANCES

L'importance de la prévention et de la sensibilisation

La lutte contre le VIH ne peut exister sans des actions de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes et des publics clés (HSH, TS, UDI, personnes transgenres, migrant·e·s, détenu·e·s). Cette année encore, près d'un quart des 15-24 ans pensent que le VIH se transmet par un baiser et 21% d'entre eux-elles pensent que la pilule contraceptive est efficace contre la transmission du VIH. Les idées reçues sur l'épidémie perdurent et font de la prévention à la santé sexuelle le premier maillon du combat contre le VIH/ sida et les autres IST.

Le dépistage, deuxième maillon de la riposte

Sans dépistage, pas d'accès aux traitements d'une part, et possibilités de complications dues aux différentes IST d'autre part. Pour les personnes vivant avec le VIH, le dépistage et la mise sous

traitement permettent de vivre avec le virus et d'éviter la transmission lorsque la charge virale est devenue indétectable. En la matière, la France fait figure de bon élève, avec plus de 6,2 millions de sérologies VIH réalisées, soit une augmentation de 10% en seulement 4 ans. Le chemin à parcourir pour systématiser le recours au dépistage est pourtant encore long. En 2019-2020, 51% des découvertes de séropositivité concernent des personnes déclarant qu'il s'agissait de leur premier test et plus d'1/4 d'entre elles sont diagnostiquées à un stade avancé de l'infection, et ce malgré l'essor des TROD et autotests ces dernières années. Il est essentiel de continuer à sensibiliser les publics pour que le dépistage devienne systématique

Un combat contre la sérophobie toujours d'actualité

Les IST sont souvent facteurs de rejet. C'est particulièrement vrai pour le VIH. Vivre avec le virus expose toujours à de nombreuses discriminations que l'on regroupe sous l'appellation de « sérophobie ». Le refus de soin, chez certain·e·s dentistes par exemple, est courant. Il reste difficile de contracter un

prêt, d'exercer certains emplois, et de ne pas faire l'objet de surprimes par les compagnies d'assurances. Longue est la liste des obstacles qui se dressent devant les personnes atteintes, expliquant en partie pourquoi près de la moitié d'entre elles n'exercent pas d'activité professionnelle, sans pourtant déclarer de pénibilité particulière liée au virus. Encore aujourd'hui, les personnes vivant avec le VIH rapportent de fréquents rejets de la part de partenaires potentiel·le·s. La peur liée à la maladie reste très présente et contribue à l'isolement des personnes séropositives. Pourtant, une personne traitée correctement depuis plus de six mois ne présente plus aucun risque de transmission du VIH. La vie avec le VIH a changé, il est grand temps que les mentalités évoluent également et rattrapent les progrès scientifiques.





LE COVID-19, UNE NOUVELLE ÉPIDÉMIE AUX RÉPERCUSSIONS DÉSASTREUSES

UN ACCÉLÉRATEUR D'INÉGALITÉS POUR LES POPULATIONS CLÉS

Les populations les plus touchées par le VIH, souvent parmi les plus vulnérables et les plus pauvres, sont aussi les plus impacté·e·s tant d'un point de vue sanitaire qu'économique, par le COVID-19. . . Comme les autres épidémies, le COVID-19 met en lumière les inégalités existantes et les accentue encore davantage. Les décisions visant à contrôler la propagation du coronavirus ont ainsi pénalisé les plus vulnérables de la société, notamment les femmes, les sans-abri, les personnes vivant dans la pauvreté ou celles qui sont déjà marginalisées, stigmatisées ou criminalisées. Cette tendance s'observe partout dans le monde et la France n'y échappe pas.

Les femmes en première ligne

Plusieurs organisations internationales alertent sur le creusement des inégalités de genre puisque les femmes sont surreprésentées aux échelons inférieurs des effectifs de santé et davantage touchées par la précarité financière. À l'échelle mondiale, 2/3 des emplois dans le secteur du soin sont occupés par des femmes. Selon l'ONU, le risque de

perte d'emploi et de chute de revenus est de 24% plus élevé pour les femmes que pour les hommes. La pandémie aura pour conséquence de paupériser 47 millions de femmes supplémentaires, ce qui représente un recul de plusieurs décennies dans la lutte pour l'éradication de l'extrême pauvreté.

En France aussi, les femmes sont les premières touchées et sur-représentées dans les métiers de première ligne, sousrémunérés et précaires. Elles représentent 73% des agent·e·s d'entretien et 76% des caissier·e·s et vendeur·se·s. Sur un million de personnes composant la fonction hospitalière, 78% sont des femmes. Ce chiffre grimpe à 90% pour les infirmières et les aide-soignantes. Ces métiers essentiels pour notre société traversent aujourd'hui une crise profonde (pénibilité forte et faible rémunération), qui expose d'autant plus les femmes au coronavirus et contribue à accroître les inégalités femmes-hommes au sein de notre société.

En France, des migrant·e·s durement touché·e·s

Les migrant·e·s ont été particulièrement exposé·e·s au coronavirus. Selon une étude réalisée par Médecins Sans Frontière en lle-de-France, la prévalence au COVID-19 est « particulièrement élevée » pour les personnes migrantes. En plus des difficultés liées à la promiscuité dans les centres de rétention, à la limitation des déplacements, à l'arrêt partiel voire total des activités économiques, notamment du secteur informel et de la saturation dans les préfectures, les migrant·e·s ont subi un durcissement des conditions d'accès aux soins et à l'Aide Médicale d'État.

Des travailleur-se-s du sexe toujours plus marginalisé-e-s et précarisé-e-s

Les professionnel·le·s du sexe ont aussi été particulièrement frappé·e·s par cette crise. L'impact du coronavirus a précarisé ce public déjà marginalisé, exclu et invisibilisé dans la société. Les mesures mises en place pour ralentir la pandémie se sont accompagnées d'une baisse de clientèle et d'un arrêt temporaire de la profession aboutissant à l'absence totale de revenu pour certain·e·s ou, pour d'autres, de prises de risque démultipliées. En France, malgré l'appel de nombreuses associations, syndicats ou collectifs sur la situation aggravée des TS, le gouvernement n'a pas su adapter les mesures pour ce public de l'ombre : pas de chômage partiel, pas d'arrêt maladie, pas de congés payés... Le travail fourni par les associations a été essentiel pour leur venir en aide.

LA CRAINTE D'UN RETOUR DIX ANS EN ARRIÈRE DANS LA RIPOSTE VIH

La pandémie de COVID-19 a lourdement perturbé la riposte au sida et pourrait réduire à néant les progrès réalisés ces dernières années. En effet, la limitation des déplacements et des mouvements, la saturation des systèmes de santé et des centres communautaires, entre autres choses, ont provoqué la perturbation des programmes de prévention, l'interruption des dépistages, un ralentissement dans l'accès aux soins et dans la distribution d'antirétroviraux.

Une modélisation récente de l'ONUSIDA a estimé qu'une interruption complète de six mois de la thérapie antirétrovirale pourrait entraîner, cette année, plus de 500 000 décès supplémentaires dus à des maladies liées au sida, en Afrique subsaharienne. Si ce scénario est extrême, les perturbations des services de lutte contre le VIH causées par les confinements et la charge supplémentaire que le COVID-19 a fait peser sur les systèmes de santé sont bien réelles, en France et partout dans le monde.

Les programmes de lutte contre le VIH durement touchés

Le dernier rapport de situation du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, en date du 23 décembre 2020, fait état de « très importantes perturbations » des systèmes de santé. Globalement, près de 60% des pays ont subi des perturbations à des degrés divers, principalement pour des programmes relatifs au VIH et à la tuberculose. Les difficultés signalées concernaient en premier lieu la baisse de fréquentation des établissements de santé, dans un contexte de restrictions sanitaires, affectant l'ensemble de la chaîne de soins.

Le recul inquiétant de la prévention et du dépistage

En France, le nombre de tests s'est effondré pendant le confinement : il a été réduit de moitié par rapport à ce qui était attendu. Plus inquiétant encore, la reprise progressive observée ensuite n'a pas permis de rattraper ce retard, puisque le nombre de tests est resté inférieur de 15% aux attentes, soit 646 827 tests en moins depuis la mi-mars 2020 par rapport aux projections basées sur l'augmentation des dépistages des années précédentes.

La diffusion de la PrEP menacée par les confinements dans l'hexagone

La PrEP a été fortement touchée. Le nombre de prescriptions des ARV utilisés en prophylaxie pré-exposition a chuté de 36% pendant la période de confinement par rapport à l'année précédente. La France est ainsi passée de près de 5 500 délivrances sur deux semaines avant le confinement, à 3 000 pendant la période.

Cette baisse peut en partie s'expliquer mécaniquement par une baisse de fréquence des rapports sexuels pendant le confinement, mais également par l'incapacité des centres PrEP à recevoir leur public. Malheureusement, la baisse du nombre de délivrances s'est prolongée après le confinement jusqu'au 13 septembre, avec 19% en moins par rapport aux estimations. Sur l'ensemble de la période étudiée, c'est donc un déficit de 27 435 délivrances de PrEP qui a été constaté.

LA NÉCESSITÉ D'UN SURSAUT DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

En mars 2020, cinq mois seulement après sa dernière Conférence de reconstitution des ressources pour la période 2020-2022 qui avait permis de mobiliser un montant historique de plus de 14 milliards d'euros, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a mis sur pied un dispositif de riposte. Ce dernier consistait dans un premier temps « à encourager les pays à reprogrammer les économies réalisées sur les subventions en cours et à redéployer les ressources sousemployées pour atténuer les éventuelles conséquences négatives du COVID-19 sur la santé des populations et les systèmes de santé ». À titre exceptionnel, les subventions ont également pu être redirigées directement vers la riposte au COVID-19. Ce dispositif avait permis, en décembre, de remobiliser plus de 800 millions de dollars dans 120 pays, principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. L'institution alertait toutefois sur un épuisement imminent des ressources financières, prévenant que certains pays avaient déjà excédé les fonds disponibles.

5 milliards de dollars supplémentaires sur 1 an nécessaires pour poursuivre la lutte contre les grandes pandémies

Par ailleurs, le creusement des inégalités provoqué par la crise sanitaire nécessitera de nouveaux efforts des pays donateurs en matière d'aide publique au développement. « Nous devons transformer cette crise mondiale en une opportunité de transformer le monde et mettre un terme au Covid et au VIH », a prévenu, le 1er décembre dernier, la directrice exécutive d'ONUSIDA, Winnie Byanyima.



SOLIDARITÉ SIDA, LES FONDAMENTAUX

PEU OU PAS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ

Solidarité Sida ne vit pas de dons ni de subventions. Pour pouvoir financer ses actions de prévention ou des programmes d'aide aux malades à travers le monde, l'association a choisi de dégager des fonds au travers d'initiatives ou d'événements culturels qu'elle produit et organise. Plus de 6 millions de jeunes ont déjà participé à un événement Solidarité Sida.

LES JEUNES AU CŒUR DE L'ACTION

L'histoire de l'association démontre avec force que les jeunes sont profondément attaché·e·s aux valeurs d'entraide et de partage. Par ses initiatives, Solidarité Sida leur offre un terrain d'action citoyen et répond à leurs préoccupations en matière de santé ou de sexualité. Ils·elles sont plus de 3 000 bénévoles à faire vivre la chaîne de solidarité sur laquelle repose sa démarche.

LE PLAISIR COMME MOTEUR DE L'ENGAGEMENT

Solidarité Sida est convaincue que les plaisirs du cœur et de l'esprit sont le moteur de l'engagement. Le plaisir d'être utile, le plaisir d'être ensemble. Mais le plaisir est évanescent. Il requiert un renouvellement constant. Voilà une des raisons qui explique que l'événementiel sert de socle au modèle de Solidarité Sida.

FAIRE «AVEC» ET PAS «À LA PLACE DE»

Pour viser des effets durables, le renforcement de l'action de la société civile est une priorité, notamment dans les pays du Sud. Plutôt que développer ses propres programmes, Solidarité Sida a préféré tisser de nombreux partenariats avec des associations communautaires, installées au cœur des populations. Des liens fondés sur la confiance et le respect mutuel.







DES RÉPONSES SIMPLES ET CONCRÈTES À L'AGGRAVATION DE LA PRÉCARITÉ

LES ÉQUIPES ORGANISÉES EN **CELLULE DE CRISE**

Le COVID-19 a profondément bouleversé l'organisation de Solidarité Sida et le quotidien de ses équipes. Il a fallu s'adapter et trouver vite des solutions pour répondre aux multiples urgences. Pour Solidarité Sida, la priorité a été d'apporter des réponses simples mais concrètes à l'aggravation de la précarité des personnes touchées par le VIH/ Sida. Dès le 23 mars 2020, une cellule de crise a été constituée avec l'aide des permanent·e·s et bénévoles de Solidarité Sida. Les réseaux de l'association ont également été mis à contribution. Moins d'une semaine plus tard, les premières aides bénéficiaient aux usager·e·s les plus vulnérables de ses associations partenaires.

DES MASQUES ET DES KITS DE **PUÉRICULTURE POUR LES FAMILLES**

Le VIH/sida crée des situations d'urgence sociale. Le COVID-19 les a multipliées. Pas étonnant, dès lors, que face à la précarisation grandissante des individus et des familles, les assistant·e·s sociales hospitalières et les associations se soient tournées vers Solidarité Sida pour répondre aux besoins de première nécessité. En à peine deux mois, grâce à la réactivité et la générosité des partenaires publics ou privés de l'association et de quelques autres ONG, plus de 20 000 serviettes hygiéniques, 800 boîtes de lait maternisé, 1800 couches et petits pots ont été collectés et distribués à travers l'Ile-de-France par les équipes de Solidarité Sida.

En parallèle, avec l'aide de la Région lle-de-France, de la Mairie de Paris, de la Chaîne de l'Espoir et de la Croix-Rouge française, Solidarité Sida a pu collecter et fournir plus de 44 000 masques et du gel hydro-alcoolique à de nombreux acteurs de terrain, en France, mais aussi à l'international dans la zone sahélienne.

44 000

masques collectés et distribués aux associations

22 000

kits de première nécessité distribués aux mamans en difficulté

UN FONDS D'URGENCE **POUR LES PLUS VULNÉRABLES**

Au-delà des aides en nature et de l'entraide humaine, il est apparu vite essentiel d'apporter un soutien financier aux associations. Solidarité Sida a donc créé un fonds d'urgence pour couvrir les besoins quotidiens des « bénéficiaires » les plus précarisé·e·s ou discriminé·e·s (personnes transgenres, travailleur·se·s du sexe, personnes migrantes ou encore usager·e·s de drogues).

En France, ce fonds a permis de mettre à l'abri ou d'héberger de nombreuses personnes et de distribuer des colis alimentaires et produits d'hygiène à des familles en difficulté. En Afrique, les associations ont pu assurer la protection de leurs salarié·e·s, bénévoles et bénéficiaires contre la COVID-19 mais aussi mener des actions de prévention, allant de l'information sur l'épidémie à la lutte contre les « fakenews ».



Située au cœur du quartier populaire de la Goutte d'or à Paris, notre association accompagne des personnes migrantes atteintes du VIH et/ou d'autres maladies chroniques. Durant le premier confinement, l'aide de Solidarité Sida nous a permis d'accompagner une centaine de bénéficiaires à couvrir des besoins de première nécessité tels que l'alimentation et le maintien dans le logement. L'urgence était telle que l'ensemble de l'équipe a dû assurer la distribution des colis alimentaires.

Fati ABDOU, directrice générale Basiliade Uraca



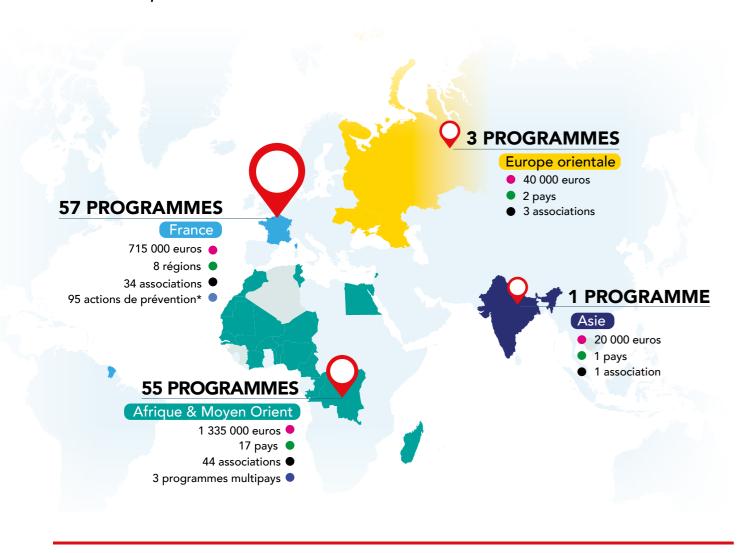






SOLIDARITÉ SIDA FIDÈLE À SES ENGAGEMENTS ENVERS LES PLUS DÉMUNI-E-S

Partenaire de 82 associations françaises et étrangères, Solidarité Sida mise sur la complémentarité des compétences : renforcer l'autonomie des communautés et des associations locales, accompagner les malades, faciliter l'accès aux soins et aux droits des plus démuni·e·s sont autant d'actions au cœur de sa démarche.



MAINTENIR DES MODES D'ACTION QUI ONT FAIT LEURS PREUVES

En France comme à l'international, l'action de Solidarité Sida vise à soutenir les populations les plus vulnérables, également les plus touchées par l'épidémie de VIH. Si l'association a fait de l'accès aux soins une de ses priorités, elle a aussi choisi de soutenir des projets de sensibilisation en matière de santé sexuelle et de lutte contre les discriminations et des projets de prise en charge et d'accompagnement global des malades, sur le plan médical, mais aussi social, juridique et psychologique.

Faire confiance

Afin d'agir au plus près des malades, Solidarité Sida s'est toujours voulue complémentaire de l'action menée par d'autres associations. Parce qu'elles sont installées au cœur des populations, les associations locales sont souvent les plus à même d'aider les malades au quotidien, en accordant une attention particulière aux populations les plus vulnérables et exclues des systèmes de soins et en assurant en permanence, quand le contexte le permet, le lien avec

les structures sanitaires publiques. Les systèmes d'entraide y sont performants et les compétences de plus en plus nombreuses et reconnues. Leur expertise du terrain est inestimable. Sur le long terme, le renforcement de la société civile est primordial pour lutter efficacement contre le VIH/sida. C'est dans cet esprit que l'association s'attache à renforcer l'autonomie de ses partenaires pour leur permettre de garantir une qualité de service à leurs bénéficiaires.

À travers ses Appels à Projets France et International, Solidarité Sida soutient un large éventail d'associations. Ces dernières offrent une prise en charge globale, permettent l'accès à l'information, au dépistage, aux traitements ARV et proposent un accompagnement psychosocial dans un contexte où les offres de soin ou de santé de qualité sont rares voire inexistantes.

Développer les comités d'expert-e-s et les synergies inter-associatives

Solidarité Sida a constitué des comités d'expert-e-s afin de nourrir sa propre réflexion et de favoriser les échanges d'expériences. Ils sont composés de spécialistes des problématiques VIH et de la prise en charge des publics vulnérables en situation de grande

précarité, d'expert·e·s de la réduction des risques auprès des usager·e·s de drogues ou des travailleur·se·s du sexe, de l'accès aux droits et aux soins pour les personnes migrantes, des questions de genre, ou de l'approche communautaire en Afrique. Ils accompagnent les équipes dans l'instruction des demandes de financement et statuent en comités sur les projets à soutenir dans le cadre de nos Appels à Projets France et International.

Financer les lignes budgétaires peu soutenues par les bailleurs

Solidarité Sida s'attache à être présente là où ses partenaires ont des difficultés à trouver des solutions. Elle finance ainsi des frais de structure, des ressources humaines (y compris administratives) et des aides de première nécessité pour que leurs bénéficiaires puissent se nourrir, se déplacer, accéder aux soins et avoir un hébergement.

Longtemps reléguée au second plan face à l'urgence de la mise sous traitement, la prévention de proximité auprès des jeunes représente l'un des enjeux majeurs du continent africain. Solidarité Sida en a fait l'un des marqueurs principaux de son action à l'international.





EN FRANCE, PARER À L'URGENCE SOCIALE

En France, malheureusement, VIH rime souvent avec précarité et exclusion du droit commun... Une attention particulière est donc portée aux travailleur·se·s du sexe, aux personnes migrantes sans papier, aux usager e s de drogues et aux sans-abri. Pour leur permettre de se concentrer sur leur traitement, Solidarité Sida attribue aux personnes en grande précarité vivant avec le VIH des aides à la vie quotidienne. Ce soutien se concrétise par plusieurs modes d'actions et outils.

Le soutien à l'hébergement

Solidarité Sida a fait de l'hébergement une de ses priorités, en choisissant de soutenir des projets de logement des personnes en situation d'urgence. Parce qu'avoir un toit est un préalable à toute démarche de soins, les personnes soutenues peuvent bénéficier de nuitées d'hôtel, de mise à l'abri dans un hébergement dédié ou d'une aide au paiement des loyers et charges.

Des aides directes aux personnes démunies

Aides alimentaires, frais de santé, titres de transport ou encore frais de régularisation administrative... Solidarité Sida attribue, à travers ses partenaires français, des aides à la vie quotidienne pouvant avoir un effet levier sur la situation des bénéficiaires. Ces aides permettent aux associations partenaires de maintenir le lien avec les personnes suivies, de renforcer leur accès aux services de santé et l'observance de leurs traitements.

L'appui juridique aux personnes vivant avec le VIH

Dans le cadre de son action de défense de l'accès aux droits des malades, Solidarité Sida finance le poste de deux juristes spécialisées dans l'accès au droit au séjour de malades étranger·e·s, dans un double objectif : renforcer les compétences et l'autonomie d'une cinquantaine de travailleur-se-s sociaux·les partenaires et suivre concrètement les dossiers de plus de 30 bénéficiaires dont les démarches sont entravées par des dysfonctionnements administratifs et le non-respect de la loi par les préfectures. Du conseil aux professionnel·le·s à la médiation avec les préfectures, en passant par les saisines et recours auprès du tribunal administratif... leurs interventions sont multiples.

Un programme d'urgence en collaboration avec l'AP-HP

Solidarité Sida a créé et anime un réseau inédit en France permettant de répondre concrètement aux urgences rencontrées par les personnes vivant avec le VIH et/ ou une hépatite, en amont de toute prise en charge associative. Les commissions d'« aides d'urgence » hebdomadaires, portées par les salariéé·e·s et les bénévoles de Solidarité Sida, traitent des demandes d'aides alimentaires, d'aides à la régularisation et d'aides aux transports adressées par le réseau d'assistantes sociales hospitalières de l'AP-HP. En 2020, près de 250 personnes (dont 90% sans aucune ressource) ont pu bénéficier de tickets-services pour se nourrir, se loger, se déplacer ou recevoir des soins de première nécessité.

UN TOIT POUR LES MAMANS

Paris (France)

Vivre dans la rue ou dans les structures d'hébergement d'urgence ne permet pas aux populations les plus vulnérables de se concentrer sur la prise de leur traitement. Solidarité Sida, en partenariat avec les associations ARCAT et Dessine-moi un mouton, soutient un projet innovant de location d'un grand appartement partagé pour l'accueil de mamans et futures mamans séropositives. Logées et nourries, elles sortent de leur précarité et gagnent en autonomie grâce à un soutien médical, social et psychologique. En 2020, le maintien de ce projet a été d'autant plus essentiel pour répondre à leurs difficultés croissantes.





DES REPROGRAMMATIONS BUDGÉTAIRES **AU PROFIT DES PLUS PRÉCAIRES**

Marseille (France)

Face aux impacts et conséquences des mesures sanitaires liées au COVID-19, les équipes de Solidarité Sida ont dû travailler à la réallocation de nombreux budgets. Durant le premier confinement, cette adaptation des aides de Solidarité Sida a permis à certaines associations de couvrir les besoins les plus urgents de leur file active. Ainsi, le Bus 31-32 a fait le choix de reprogrammer une partie du budget alloué au profit d'une prise en charge globale de bénéficiaires en grande précarité.





À L'INTERNATIONAL, FACILITER L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

Les objectifs de la lutte contre le VIH ne peuvent être atteints que dans un environnement où les personnes vivant avec le VIH et les personnes à risque d'infection par le VIH se sentent en sécurité. Malheureusement, ce n'est pas le cas actuellement dans de nombreux pays. L'absence de système de santé suffisamment solide et universel, la stigmatisation et la discrimination liées au VIH, l'inégalité des sexes et la criminalisation de la consommation de drogue, du travail sexuel et des relations sexuelles entre personnes du même sexe sont d'importants obstacles à l'accès aux droits en matière de santé.

La nécessité d'une prise en charge globale

Si l'accès aux traitements est un enjeu majeur dans les pays dans lesquels Solidarité Sida intervient, il ne peut être le seul axe d'action. Pour faciliter la bonne prise de leur traitement, les malades doivent bénéficier d'un suivi médical régulier qui les aide à maintenir une bonne observance des traitements. Il est aussi essentiel qu'ils-elles puissent être accompagné·e·s sur les plans psychologique et social pour rester intégré·e·s à leurs communautés. C'est pourquoi, tout en contribuant à l'achat de tests de dépistage, de bilans sanguins et de médicaments, l'association soutient de nombreuses activités d'appui aux personnes vivant avec le VIH et leurs proches : visites à domicile et/ou à l'hôpital, ateliers nutritionnels, consultations d'observance et d'éducation thérapeutique, groupes de parole, entretiens psychologiques, médiation familiale pour changer le regard sur le VIH, ou encore aide sociale lorsque cela s'avère nécessaire.

La défense des droits des malades

La sérophobie est un fléau presque aussi

destructeur que l'épidémie elle-même. Encore trop souvent, les personnes séropositives sont victimes de répression et/ou discriminations, de la part des autorités, du personnel médical ou pire au sein de leur propre famille. Cette situation les pousse à se cacher, à rester éloigné e s des systèmes de santé, du dépistage et des soins. Sans un changement de regard sur le VIH, l'accompagnement médical et psychosocial ne peut être efficace. C'est la raison pour laquelle Solidarité Sida a fait de l'accès aux droits et de la lutte contre la stigmatisation des personnes séropositives l'une de ses priorités. Un soutien est ainsi apporté aux actions de plaidover des associations locales visant à influencer les communautés locales et les pouvoirs publics, à lutter contre les arsenaux législatifs discriminatoires et répressifs et à défendre les malades victimes d'arrestations arbitraires ou de violences physiques et/ou verbales, en raison de leur statut.

Aux côtés des femmes

Les femmes sont particulièrement vulnérables au VIH du fait de leur grande

précarité. Une situation exacerbée lorsqu'elles sont touchées par la maladie : rejet, isolement familial et social, exclusion des dispositifs de prévention. Solidarité Sida soutient des projets qui répondent à leurs besoins spécifiques : soins élémentaires, aide à la vie quotidienne et intégration sociale au sein des communautés via la réinsertion professionnelle.

Sensibiliser les jeunes

La prévention auprès des jeunes représente pourtant l'un des enjeux majeurs de la riposte. Depuis plusieurs années, Solidarité Sida finance des projets qui développent le dépistage en zone urbaine et rurale, la prévention des IST et des grossesses non désirées chez les jeunes de moins de 25 ans, tout en travaillant sur les tabous liés à la sexualité, les changements du corps à l'adolescence, ou les relations hommesfemmes.

Agir auprès des populations clés

Parce qu'elles sont en prison, qu'elles vivent dans un pays condamnant l'homosexualité ou parce que la société les a reléguées à la marge, certaines personnes sont contraintes de mener un double combat : contre le virus et contre les discriminations. Face à ces constats, Solidarité Sida a choisi de soutenir des projets de prévention, dépistage, accompagnement ou défense des droits des populations dites « clés » : LGBTQI+, migrant-e-s, travaileur-se-s du sexe, usager-e-s de drogues ou détenu-e-s.

UNE MAISON DES JEUNES POUR PARLER SEXUALITÉ

Lomé (Togo)

Réduire les risques liés au VIH et autres IST., telle est l'ambition de nos partenaires d'Action Santé pour Tous qui ont ouvert une « maison des jeunes » en grande périphérie de Lomé. Au quotidien, il s'agit de libérer la parole de près de 1 000 adolescents sur les questions de sexualité, d'éduquer, de conseiller mais aussi de faire la promotion du dépistage. Le tout dans une ambiance conviviale et ludique. Alors que les contaminations reculent chez les adultes, elles progressent malheureusement chez les adolescents. L'accès à des services de prévention et de santé sexuelle et reproductive de qualité est une condition indispensable pour tenter d'inverser cette tendance.





DES TRAITEMENTS LIVRÉS À DOMICILE POUR PARER AUX RESTRICTIONS COVID-19

Fatick (Sénégal)

Face à la généralisation de la crise COVID-19, il était essentiel pour Solidarité Sida d'accompagner ses partenaires dans l'adaptation de leurs activités. Un outil de suivi de situation a été créé par les équipes pour suivre l'évolution de la crise sanitaire dans chaque pays et permettre, grâce à des échanges quotidiens avec les associations, d'identifier les besoins de chacune. Grâce à l'appui de Solidarité Sida, l'association sénégalaise Bokk Yakaar, qui accompagne des femmes, des hommes et des enfants séropositifs dans des zones rurales parfois très retirées, a pu mettre en place la livraison des médicaments à domicile. Sans cet appui, de nombreux bénéficiaires ayant des difficultés à se déplacer du fait du couvre-feu et des restrictions auraient connu des interruptions de traitement avec des conséquences dramatiques.





UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES MALGRÉ LE CONTEXTE

Solidarité Sida mise sur le renforcement de capacités, le partage d'expériences et la valorisation du savoir-faire communautaire. Au travers de trois programmes multipays « FORSS », « Autonomisation » et « ACCESS », Solidarité Sida soutient la mise en place d'observatoires d'accès aux soins, la structuration associative, le développement et la reconnaissance des communautés et encourage la coopération des associations locales afin de renforcer l'accès aux soins et aux droits des plus vulnérables.

AUTO

Burkina Faso : ADS Niger: MVS

Cameroun: AFASO RDC: SOS Sida Congo: ASU

Togo: EVT / Le Jade pour la vie!

Côte d'Ivoire : Centre SAS / RSB Sénégal : Bokk Yakaar

ACCESS

Maroc: RDR

Tunisie: Les Jasmins

Liban: Marsa

FORSS

Mauritanie: AGD

Maroc: RDR et ITPC MENA

Tunisie: ATP+ Egypte: Al Shehab Liban: M-Coalition

NIGER Mieux Vivre avec le Sida TUNISIE MAROC **RDR Maro** MAURITANIE SÉNÉGAL BURKINA FASO CÔTE D'IVOIRE Action Sociale (CSAS) RÉPUBLIQUE Renaissance Santé Bouaké DÉMOCRATIQUE TOGO DU CONGO Espoir Vie-Togo (EVT) Le Jade - Pour La Vie! Serment Universel (ASU) Santé pour Tous (AST) CAMEROUN Association des Femmes Actives et Solidaires (AFASO

FORSS, DES **OBSERVATOIRES FACE À LA CRISE EN RÉGION MENA**

La situation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (MENA) est extrêmement préoccupante. La propagation du VIH explose et près d'1 personne touchée sur 3 n'a toujours pas accès aux traitements. Face à ce constat, Solidarité Sida et ITPC-MENA ont lancé le programme « FORSS : FORmer, Suivre, Soutenir », en juin 2018, en partenariat avec cinq associations locales AGD (Mauritanie), Al Shehab (Égypte), ATP+ (Tunisie), M-Coalition (Liban) et RdR- Maroc (Maroc). Son objectif ? Documenter les barrières à l'accès à la prévention, au dépistage et aux soins pour orienter les politiques publiques de riposte à l'épidémie et renforcer les systèmes de santé.

La réponse à une situation inquiétante

La région MENA possède l'un des taux de prévalence au VIH les plus bas au monde (0,1%). Cependant, la dynamique épidémiologique en fait l'une des régions les plus préoccupantes. En effet, depuis 2001, les nouvelles infections ont augmenté de 35% et les décès liés au sida y ont enregistré une hausse de 66% entre 2005 et 2015. Cela s'explique en grande partie par le fait que cette région possède la couverture en traitements

antirétroviraux la plus faible du monde : 29% en 2017 et 38% en 2020, bien loin des 67% enregistrés au niveau mondial.

Malgré des progrès substantiels remarqués dans cette région, la connaissance de l'épidémie reste relativement limitée et les données nécessaires à la lutte contre le VIH/ sida manquent. Pour remédier à la situation, le programme FORSS organise le déploiement d'observatoires communautaires chargés de collecter des données qualitatives et quantitatives auprès des populations clés et des personnes vivant avec le VIH, dans les centres de dépistage et de soin. L'objectif ? Mieux comprendre les freins à l'accès à la prévention, au dépistage et à la prise en charge, mesurer la qualité des services proposés et alimenter les stratégies de plaidoyer au niveau national, régional et international.

L'organisation d'une réponse à l'urgence

Les cinq pays de mise en œuvre du programme FORSS ont subi de plein fouet la crise sanitaire mondiale liée au COVID-19. Le projet a donc dû être partiellement suspendu plusieurs mois au rythme des regains de l'épidémie et des nouvelles mesures de confinement. De fait, la mise en place des 5 observatoires communautaires nationaux et de l'observatoire régional, a été retardée. Malgré un contexte dégradé,

la reprise partielle des activités a pu s'organiser en ré-ajustant les actions, au global et avec chacune des associations partenaires. 5 rapports d'état des lieux nationaux et 1 rapport consolidé régional ont notamment été produits.

La reprogrammation de certaines activités du programme et la mobilisation d'un fonds d'urgence ont permis d'équiper le personnel et les bénéficiaires des associations en matériel de protection contre la COVID-19 et d'accorder des aides alimentaires pour leur file active. Des plans de contingence, élaborés au cours du prochain semestre, permettront également à chaque partenaire d'assurer la continuité de leurs activités dans le contexte actuel, tout en déployant les activités du programme FORSS.

L'adaptation de la formation des acteurs communautaires

La formation des partenaires au plaidoyer a notamment été déployée virtuellement via plusieurs sessions; les discussions avec les comités d'éthique se sont poursuivies pour la validation des protocoles et le lancement futur des observatoires. Les documents accompagnant la mise en œuvre des observatoires ont été finalisés (accords de partenariat avec les sites de collectes, modules de formation des collecteur-rice-s, etc.).



acteur·rice·s communautaires formé·e·s sur les standards de qualité en matière de prévention et de soins aux PVVIH et populations clés dans les cinq pays

ateliers de formation



AUTONOMISATION. RENFORCEMENT **DE CAPACITÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST** ET DU CENTRE

Confrontées à la fois à une disponibilité limitée des ressources mondiales et à un nombre de bénéficiaires qui ne cesse de croître, les associations d'Afrique de l'Ouest et du Centre rencontrent des difficultés pour financer leurs structures et mener à bien leurs programmes tout en poursuivant leur professionnalisation et leur développement pour faire face aux nouveaux défis de la lutte contre le sida. Pour aider ces actrices majeures de la riposte à combler le retard vis-àvis des 3*90 dans la région, Solidarité Sida, soutenue par la Mairie de Paris et l'Agence Française de Développement, a développé le programme « Autonomisation ».

Une aide à la structuration des activités

- « Autonomisation » est un programme triennal multipays qui agit sur la structuration des associations africaines à partir d'axes d'interventions personnalisés et définis conjointement entre elles et Solidarité Sida. Elles peuvent bénéficier :
- d'un diagnostic de leur niveau d'autonomie et de la mise en place d'un plan d'action ;
- d'un accompagnement sur-mesure dans plusieurs domaines (gouvernance, planification stratégique, partenariats, mobilisation de ressources, gestion administrative et financière, ressources humaines, etc.);

- de stages et ateliers de partage d'expériences entre partenaires africains ;
- d'un accompagnement (formations, production d'outils) sur la capitalisation, la communication et le plaidoyer.

À l'issue de 3 ans d'accompagnement, les structures ayant bénéficié du programme peuvent devenir « Partenaires Associés » et accompagner d'autres associations. Devenant des référentes, elles participent, à distance et sur le terrain, au renforcement des capacités de leurs consœurs aux côtés de Solidarité Sida, apportant ainsi leur expérience et leurs compétences. Ces dernières participent également à porter, conjointement avec Solidarité Sida, des actions de plaidoyer et de mobilisation en faveur de l'égalité de l'accès au traitement dans la région.

La nécessaire adaptation de l'accompagnement

En 2020, aucun déplacement ni visite n'a été possible. Malgré les contraintes, Solidarité Sida a poursuivi ses activités d'accompagnement, à distance. Des webinaires, formations en ligne et autres dispositifs numériques ont vu le jour et ont été déployés auprès des associations. Au total, ce sont 35 ateliers sur 11 thématiques qui ont été organisés pour 173 participant·e·s de plus de 10 pays. De plus, et avec le soutien de la Mairie de Paris et de l'Agence Française de Développement, les associations membres du programme ont été équipées en matériel informatique et en connexion internet, indispensables à leur bon fonctionnement et au maintien des activités et de la collaboration.

Capitaliser sur la gestion de crise et anticiper les risques futurs

Fortes de leur savoir-faire en matière de prévention, de prise en charge, et plus globalement de leur connaissance des besoins des communautés, les associations ont joué un rôle majeur dans la réponse à la crise du COVID-19. Alors que la sous-région est régulièrement confrontée à des crises politiques, économiques et sanitaires, Solidarité Sida a accompagné les associations dans l'élaboration de plans de contingence leur permettant d'anticiper les risques futurs et de garantir la continuité des services dans des contextes dégradés.

37450

bénéficiaires d'actions de prévention et prise en charge globale

ateliers et formations sur les plans de contingence. la prise en compte du genre, le plaidoyer, des travaux de diagnostic, le pilotage du programme et la mobilisation de ressources

ACCESS, SOUTIEN D'INITIATIVES INNOVANTES À DESTINATION DES POPULATIONS CLÉS EN **RÉGION MENA**

Face aux enjeux actuels de la lutte contre le VIH/sida dans la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA), et plus spécifiquement de la prise en charge des populations clés de la région, Solidarité Sida pilote un programme triennal multipays, au Maroc, en Tunisie et au Liban pour permettre l'émergence d'initiatives innovantes et intervenir auprès des publics les plus à risques dans des zones où l'épidémie flambe et où les réponses peinent à se mettre en place.

Des lieux d'accueil des populations exclues du droit et des soins

Soutenu par la Mairie de Paris, le programme « ACCESS » conjugue trois des principaux savoir-faire de l'association: le renforcement de capacités des acteur-rice-s communautaires, le

développement de synergies entre expert·e·s locaux·les et le soutien d'activités destinées aux populations exclues du circuit d'accès aux soins de droit commun et victimes de nombreuses discriminations.

ACCESS implique trois partenaires particulièrement engagés sur leurs territoires et à l'initiative de projets

- Le centre « MARSA » à Beyrouth,
- « Dar Al Borj » à Marrakech,
- « Les Jasmins » à Tunis.

En dépit de contextes culturels et politiques défavorables, ces associations sont à l'origine de l'ouverture de centres de santé sexuelle dédiés aux populations LGBTQI+, aux travailleur·se·s du sexe ou aux UDI.

En faisant du dépistage et du suivi médical et psychosocial des patient·e·s leurs priorités, les activités menées s'inscrivent dans la stratégie des 90-90-90. Elles pallient ainsi les lacunes des politiques de santé et limitent l'exclusion de ces populations des systèmes de

Aux côtés des associations pour parer aux crises

Au cours de l'année, les associations ont fait face à de nombreux défis : une situation sanitaire alarmante, un service hospitalier saturé, un contexte économique qui ne cesse de se dégrader et de nombreux mouvements sociaux. En plus de cela, le Liban a subi une doubleexplosion, engendrant la destruction d'une partie de la capitale. Dans ce contexte de crises multiples, grâce au soutien des partenaires, les associations ont adapté leurs actions de prévention, médicales et psychosociales, maintenu les salaires de leurs équipes dans des pays où les aides sociales sont quasi inexistantes et apporté des réponses d'urgence aux bénéficiaires les plus précaires.

4600

dépistages réalisés

10435

bénéficiaires pris en charge au sein des trois centres



Notre association a dû transférer certains de ses services en ligne, tel que le conseil psychologique, car il était nécessaire que les activités se poursuivent malgré la distanciation physique requise pour la prévention du COVID-19. MARSA s'est également appuyée sur les réseaux sociaux pour garantir aux jeunes un accès à l'éducation sexuelle en ligne. Toutes les informations sont communiquées dans un langage simple et par le biais de visuels attrayants qui parlent aux jeunes.

Diana Abou Abbas, Directrice exécutive de MARSA







LA PRÉVENTION ENTRE MAINTIEN ET ADAPTATION

LA PRÉVENTION MADE IN SOLIDARITÉ SIDA

Des jeunes pour s'adresser aux jeunes

Outre son équipe de chargé.es de prévention salariée, l'association puise sa force dans le réseau de bénévoles qu'elle a développé. Une trentaine d'entre eux·elles forme une équipe dédiée aux actions de prévention. Ce sont des jeunes, qui vont parler aux jeunes. Ce rapport d'âge facilite l'échange et fait tomber les tabous.

Tout au long de l'année, « l'équipe prévention » est formée sur tous les sujets liés à la sexualité et la santé sexuelle : évolution des traitements VIH, PrEP, cyber-sexisme, LGBTphobies ou encore réactions aux agressions sexistes et sexuelles. Les thématiques sont définies en fonction des besoins identifiés, des retours terrains, ou de l'actualité.

Partir à la rencontre des publics

Solidarité Sida privilégie une démarche « d'aller vers » qui exige des intervenant·e·s qu'ils·elles soient dans une démarche active permettant d'impulser des raisonnements et de susciter des questionnements. En maraude dans la rue, dans des «zones urbaines festives», dans les lycées ou en foyer de jeunes travailleur·se·s, les animateur.trice·s de prévention rencontrent les jeunes sur leurs lieux de vie. Ce contexte «informel» permet de créer des espaces de parole libres où la sexualité est abordée sans

La notion de plaisir au coeur de la démarche

Solidarité Sida a choisi d'élargir son domaine de compétences et d'intervenir sur l'ensemble des champs liés à la santé sexuelle. Pour susciter l'adhésion du public, l'association offre des espaces de discussion bienveillants et inclusifs

dans lesquels tous les sujets ayant trait à la sexualité peuvent être abordés, de manière positive et sans jugement. Communiquer sur le plaisir, le désir, le rapport à l'autre, le rapport au corps, à la performance, au consentement, avant de parler des risques VIH et IST permet non seulement de libérer la parole sur des sujets parfois tabous, mais aussi de trouver une stratégie de prévention adaptée aux pratiques de chacun·e. Les équipes abordent ensuite les risques sexuels et les moyens de s'en protéger en adoptant un discours non-jugeant qui permet de s'adapter à la situation de chacun·e.

LES MARAUDES MAINTENUES MALGRÈ LA CRISE SANITAIRE

Les bars, boîtes de nuits et autres lieux de culture nocturne étant restés fermés une bonne partie de l'année, les équipes de prévention ont arpenté les quais de Paris pour échanger avec des jeunes en mal d'information sur la santé sexuelle. Discussions, conseils et distribution gratuite de plaquettes, préservatifs et gels lubrifiants étaient au rendez-vous de ces maraudes en milieu urbain festif (MUF). Les interventions en foyer de jeunes travailleur se-s ont également pu être poursuivies pour sensibiliser les jeunes les plus précaires.

Ces rencontres étaient d'autant plus nécessaires dans la période, pour maintenir les messages de prévention actifs et éviter des retards dans les dépistages et la prise en charge de certaines IST. Sous les masques, des sourires et l'envie de discuter avec les jeunes bénévoles de Solidarité Sida pour envisager les rencontres de l'été en toute sécurité.

Reprendre les actions de terrain malgré la pandémie, c'était vraiment nécessaire. Les jeunes sont heureux-ses de discuter avec nous sur ces sujets qui les préoccupent.

Jérémy, bénévole Solidarité Sida depuis 4 ans.

maraudes de proximité

préservatifs externes et internes distribués

35000 14000 gels lubrifiant





LA NÉCESSAIRE ÉVOLUTION DE LA PRÉVENTION EN MILIEU SCOLAIRE

Jusqu'à mars, la tournée des AMZ en région

Face au contexte sanitaire et aux restrictions qu'il impose, l'équipe prévention a dû repenser certaines de ses initiatives auprès des 15-17 ans pour mieux s'adapter au respect des gestes barrières et notamment reconsidérer les « Après-Midi du Zapping ». Ces évènements phares de prévention réunissent habituellement entre 150 et 300 lycéen·ne·s et apprenti·e·s dans une salle de spectacle pour aborder les questions de santé sexuelle : VIH/ sida, IST, contraception, anatomie, respect, consentement, pornographie et cybersexualité. Pendant 3 heures, les jeunes échangent avec un·e chargé·e de prévention et un·e comédien·ne, de manière ludique et animée. Si les « Après-Midi du Zapping » ont pu réunir 2 910 jeunes au premier trimestre 2020, elles ont malheureusement dû être interrompues dès la mi-mars à cause des restrictions liées au contexte sanitaire.

16

« Après-Midis du Zapping » réalisées avant mars 2020

« Love, Sex & Safe », une nouvelle expo itinérante et COVID-free

La fermeture des lieux de culture a poussé Solidarité Sida a repenser complètement son initiative pour mieux s'adapter au respect des gestes barrières. De cette réflexion est née en octobre 2020 « Love, Sex & Safe », une exposition itinérante, fun et décalée made in Solidarité Sida, qui s'invite dans les lycées pour aborder les messages fondamentaux de prévention (information IST/VIH, dépistage, contraception, consentement, relation à l'autre, cyber-risques, etc.). Grâce à un parcours d'1h30 mêlant images et animations, les équipes de Solidarité Sida diffusent de manière positive et bienveillante les notions fondamentales pour envisager de débuter sa vie affective et sexuelle en toute sérénité. Force est de constater que cette innovation, adaptée aux plus petits groupes, rencontre un vrai succès d'estime auprès des lycéen·ne·s et du corps enseignant.

??

Malgré les mesures strictes liées à la crise sanitaire, l'équipe a su s'adapter afin de continuer à répondre aux besoins des jeunes. Et je constate combien c'est important lors de nos interventions! Les lycéens et lycéennes réagissent bien à notre expo. Elle soulève des tas de questions et permet de déconstruire leurs idées reçues et les fausses informations autour de la santé sexuelle et du VIH/sida.

Jade MARON, service civique au sein de l'équipe prévention de Solidarité Sida



34

sessions de l'expo « Love Sex & Safe » animées dans 7 lycées





LA POURSUITE DE LA SENSIBILISATION COÛTE QUE COÛTE

SOLIDAYS, UN FESTIVAL D'UTILITÉ PUBLIQUE

Pour sensibiliser les jeunes aux enjeux de la solidarité et du monde de demain et afin de leur donner envie de s'engager, Solidarité Sida mise habituellement sur l'organisation d'événements culturels à l'image du festival Solidays.

Construit sur des valeurs de partage et d'entraide, Solidays nourrit les esprits, éveille les consciences et rapproche les gens. Les jeunes (228 000 en 2019), les militant·e·s, les artistes y viennent pour assouvir leur « quête de sens » et partager le plaisir « d'être utile », le plaisir « d'être ensemble ». Depuis plus de 20 ans, Solidays inspire la jeunesse, la mobilise et permet à Solidarité Sida de lutter, chaque jour, contre la détresse humaine et l'exclusion.

Mégaphone des idées qui changent le monde

Solidays est un lieu unique de circulation des idées. Le festival éveille les consciences en se faisant le porte-voix de celles et ceux qui défendent et défrichent les idées d'un demain plus équitable, plus durable et solidaire.

Outre des rendez-vous musicaux d'exception, Solidays propose des temps forts, des conférences et des temps d'échange autour de grandes questions de société et d'actualité. De l'insertion à la lutte contre la pauvreté, en passant par les inégalités de genre ou la religion, les thématiques abordées interpellent et invitent à la réflexion. La scène musicale se transforme, elle aussi, en tribune. Avant les concerts, le festival propose à des militant·e·s de prendre la parole devant des dizaines de milliers de personnes. Une occasion unique pour faire passer des messages forts.

Les mots ont un impact, les images et les objets aussi. Solidays s'empare de tous les outils pour sensibiliser les jeunes à une sexualité sûre et tournée vers le plaisir. L'exposition Sex in the City en est un exemple parfait. Grâce à des installations ludiques et didactiques, elle encourage les festivalier·e·s à aborder toutes les questions qu'ils et elles se posent, sans tabous.

Des vocations par centaines

Plus de 3 000 bénévoles parcourent les allées du festival. Des femmes et des hommes qui donnent de leur temps pour faire vivre cet événement d'intérêt général. À leurs côtés, les militant·e·s de plus de 100 associations françaises et

internationales trouvent leur place dans le Village Solidarité qui leur est dédié. Droits humains, santé, environnement, handicap, pauvreté, exclusion sont autant de causes défendues. Pour les festivaliers, c'est l'occasion de rencontrer celles et ceux qui s'engagent et bien souvent, de s'engager à leur tour.

+ DE3M

de festivalier·e·s sensibilisé·e·s en 20 ans

8500

bénévoles ont démontré que plusieurs générations s'engagent avec enthousiasme

LES BÉNÉVOLES, CES HÉROS MODERNES

Noémie, Greg, Paulin. Ces prénoms ne vous disent peut-être rien, mais ce sont les héros modernes de Solidarité Sida. Ils-elles sont jeunes, ou moins jeunes, enthousiastes, prêt-e-s à se dépasser pour les besoins d'une cause en laquelle ils-elles croient. Ce sont les bénévoles. Parmi eux, il y a celles et ceux qu'on appelle les "début-fin". Ce sont les premier-e-s bénévoles à poser le pied à Longchamp en amont du festival. Pendant quatre semaines, ils-elles assurent le montage et le démontage du site en appui aux régisseur-se-s, décorateur-rice-s et autres technicien-ne-s qui œuvrent au quotidien pour faire sortir de terre les 35 hectares du festival, puis les faire disparaître, comme par enchantement. Après une première expérience, ils-elles sont nombreux-ses à décider de la renouveler... chaque année.



SOLIDAYS ANNULÉ, L'APPEL À LA MOBILISATION ENTENDU

Annuler Solidays a été l'une des décisions les plus difficiles à prendre pour Solidarité Sida, en 28 ans d'existence. Une décision qui n'était pas sans conséquences puisque l'association se trouvait alors privée de 70% de ses ressources. L' «état de choc» ne devait pourtant pas durer; il fallait trouver des solutions et engager autrement les partenaires et les milliers de jeunes qui participent habituellement au festival.

Des publics prêts à «sauver Solidays»

Les signaux ont été tout de suite rassurants. Dès l'annonce de l'annulation, alors que les billetteries Solidays venaient d'être clôturées, Solidarité Sida décide de les rouvrir, sur demande des festivalier-e-s et autres ami-e-s du festival qui souhaitaient apporter leur soutien. Une centaine de billets ont été vendus pour une édition qui n'aurait pas lieu.



Solidays 2020 est annulé, c'est officiel. Ce microcosme particulier, ce festival, le premier de l'été, cette bulle de solidarité hors du temps que je partage depuis 12 ans avec des personnes dotées de cœurs débordants d'humanité, est touché. Aujourd'hui, il aura besoin de toute notre solidarité, toute notre générosité pour lui permettre de continuer son combat.

Mehdi, bénévole Solidarité Sida

Quelques semaines plus tard, Solidarité Sida lance officiellement le premier appel à la générosité de son histoire, à destination de toutes celles et ceux qui pensent que Solidays est essentiel. « Besoin de vous » : le message, affiché sur la toile, en presse mais aussi en 4x3 dans le métro parisien, a été entendu. Grâce à la générosité des partenaires du festival qui ont maintenu leur contribution, aux acheteur-euse-s qui ont été nombreux-ses à céder tout ou partie du prix de leur billet et aux donateur-rice-s, Solidarité Sida a pu reconduire son soutien à l'ensemble de ses 82 associations partenaires.



Plein d'amour. Bien sûr, une année sans Solidays c'est bien triste... Mais j'espère que la plupart choisira - s'ils ont les moyens - de ne pas se faire rembourser. C'est une grande aide pour ceux qui en ont besoin.

Marion, festivalière Solidays

99

L'esprit Solidays toujours là

Au-delà de la récolte de fonds, l'enjeu était aussi pour Solidarité Sida de mobiliser ses publics sur le weekend du festival. Du 19 au 21 juin, les réseaux sociaux de Solidays ont été inondés de souvenirs et de temps forts du festival. Des archives vidéo de lives mythiques ont été partagées, ainsi que les meilleurs talks du Social Club. Sur ces trois jours, l'association a reçu des centaines de messages de soutien, témoignages et autres souvenirs du festival.

C'est cela l'« esprit Solidays ». Une attitude, des mots et des actions qui ont permis et permettent aujourd'hui de croire en un avenir meilleur pour Solidarité Sida et pour le festival.



Nous sommes de tout cœur avec vous, en espérant que d'autres moments réenchanteront ce monde très bientôt. Je pense fort à toutes les personnes que vous et les autres assos aident au quotidien.

Emmanuel, partenaire





FAIRE VIVRE LA SENSIBILISATION AUTREMENT

Si Solidays représente un formidable outil d'éducation à la citoyenneté, à l'entraide et à la solidarité internationale, Solidarité Sida se devait de répondre à son devoir de sensibilisation malgré l'annulation du festival.

La formation «online» des bénévoles

Dès le mois de juin 2020, Solidarité Sida a adapté les formations VIH dispensées à ses nouveaux bénévoles. Dans le format d'une part, en redéployant le dispositif en ligne. Dans le contenu d'autre part, en mettant en lumière les enjeux de la lutte contre le VIH/sida à l'heure du COVID-19. Impact sur la vie affective et sexuelle, moyens de prévention ou encore enjeux de la vaccination sont autant de sujets qui ont enrichi la formation initiale. Au total, ce sont 12 sessions de formation qui ont pu bénéficier à près de 200 nouvelles recrues.

Des regards de militant·e·s d'ici et d'ailleurs

Pendant toute la période du 1er confinement, l'association a partagé sur ses réseaux sociaux des contenus « d'éveil des consciences » à l'instar des talks et conférences du Social Club de Solidays ou des témoignages de militants toutes causes confondues.

Pour aller plus loin dans sa démarche de sensibilisation des publics, Solidarité Sida a développé un nouveau format en visioconférence baptisé les « Soirées In Vivo ». Les 100 à 200 personnes qui y participent régulièrement peuvent « partir à la rencontre » de personnes à l'engagement « hors norme » ou au parcours de vie pour le moins inspirant et/ou difficile. C'est l'occasion d'échanger avec elles sur leurs réalités et leur quotidien. En 2021, Solidarité Sida a pour ambition de proposer une rencontre par mois à ses communautés fidèles.

UNE CÉRÉMONIE VIRTUELLE EN MÉMOIRE DE NOS CHER·E·S DISPARU·E·S

À l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le VIH/sida, Solidarité Sida, l'association du Patchwork des Noms et les Soeurs de la Perpétuelle Indulgence, ont décidé de s'adapter et d'honorer la mémoire de celles et ceux qui sont parti·e·s, en donnant rendez-vous sur Facebook à leurs communautés en amont, pour partager ensemble un moment de communion collective. Habituellement tenue pendant le festival, cette première « Cérémonie contre l'Oubli » virtuelle a été vue par plus de 3 000 personnes.







LA PROMOTION DE POLITIQUES A LA HAUTEUR DES NOUVEAUX ENJEUX

Solidarité Sida a la conviction que le pouvoir citoyen est porteur des changements de demain et que l'engagement de chacun·e, mis en commun, est une force. C'est dans ce cadre qu'au cours des dernières années, l'association s'est engagée au travers de deux campagnes de mobilisation grand public : Printemps Solidaire et Treatment4all. Deux campagnes pour défendre une plus grande solidarité entre les pays riches et les pays les plus pauvres et pour rendre universel l'accès aux traitements et aux soins.

Pour obtenir ces changements durables, des décisions et des actions politiques sont nécessaires. Les politiques publiques, nationales et internationales, sont la clé pour permettre de profondes évolutions. C'est en cela que le travail de plaidoyer est essentiel. Avec ses partenaires associatifs, Solidarité Sida s'investit dans un travail d'interpellation des gouvernements, des médias mais aussi des député·e·s pour que la solidarité internationale reste une priorité, pour que la France respecte ses engagements politiques et financiers en matière de santé mondiale et de lutte contre le VIH/sida.

PRINTEMPS SOLIDAIRE, POUR UNE AUGMENTATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

En 2017, Solidarité Sida a porté une mobilisation sans précédent en faveur de l'Aide Publique au Développement (APD). Solidarité Sida s'est mobilisée pour que la France tienne ses promesses face aux inégalités et à la détresse humaine et qu'elle s'engage enfin sur une trajectoire concrète afin d'allouer 0,7% de ses richesses au développement des pays les plus pauvres. Une mobilisation suivie d'actes puisqu'une trajectoire d'augmentation de ces crédits a été validée par le gouvernement afin d'atteindre 0,55% du RNB alloué à l'APD d'ici 2022. Un niveau jamais atteint depuis 1995.

Aujourd'hui, à un an de l'échéance, les montants sont en hausse. En 2020, la France a consacré 0,53 % de sa richesse nationale à l'aide publique au développement (contre 0,44 % en 2019), soit une hausse de 10,9 %. Cette avancée doit être saluée. Les 0,55% devraient être atteints d'ici la fin du quinquennat. Cependant, la crise actuelle réclame la vigilance et mobilisation continue de Solidarité Sida sur le sujet. D'autant que la France reste encore loin de l'engagement des 0,7% pris en 1970.

Aussi, l'association s'est associée à Coordination SUD pour interpeller les décideur·se·s afin d'intégrer l'objectif des 0,7% au cours de la révision de la loi portant sur la lutte contre les inégalités mondiales. Ce travail est sur le point de porter ses fruits. À l'unanimité, les député·e·s ont voté que la France doit «s'efforcer de consacrer 0,7 % de (sa) richesse nationale à l'aide au développement d'ici 2025».

TREATMENT4ALL. **MAINTENIR LES EFFORTS DANS LA LUTTE CONTRE LE VIH**

En 2019, Solidarité Sida et ses partenaires ont mené la campagne Treatment4All en amont de la Conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, accueillie cette année-là par la France.

Une campagne hautement stratégique pour un enjeu de taille : convaincre les chefs d'États d'augmenter leur contribution et réunir 14 milliards de dollars de la capacité de ce fonds à bénéficier des ressources financières nécessaires à la réalisation de ses programmes se joue la vie de millions d'êtres humains. Depuis sa création en 2002, plus de 60 pays ont investi dans le Fonds mondial et plus de 32 millions de vies ont pu ainsi être sauvées. Grâce à de nombreux relais d'opinion, la campagne a réussi à faire émerger cette problématique dans l'agenda médiatique et politique. La Conférence de reconstitution du Fonds mondial a atteint son objectif avec 14 milliards de dollars collectés auprès des États du monde entier.

2020 aurait dû être une année de suivi de ces engagements mais en seulement quelques mois, la pandémie de COVID-19 s'est répandue à l'échelle globale, dans un monde où la moitié de la population mondiale n'a touiours pas accès aux services de santé et sociaux les plus essentiels. À l'instar de l'épidémie de VIH qui l'a précédée, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les fragilités de notre monde, les inégalités économiques et sociales persistantes et les investissements de santé publique terriblement insuffisants. Dans de nombreuses régions du monde, la lutte contre le COVID-19 se télescope avec celle contre le VIH/sida.

L'expérience, l'expertise des acteur-rice-s et les infrastructures mises en place pour lutter contre le VIH/sida ont été primordiales dans la lutte contre le coronavirus et pour limiter les impacts de la nouvelle pandémie sur la riposte au VIH. Solidarité Sida plaide pour que soit reconnu le travail des activistes. des communautés et des personnes concernées qui luttent au quotidien contre le VIH/sida, et se bat pour que les efforts soient maintenus, les

engagements étatiques et mondiaux respectés. Le travail est encore long pour mettre fin au VIH et les progrès de ces dernières années ne doivent pas faiblir face à de nouvelles problématiques.

S'ASSURER QUE LA **FRANCE APPUIE UNE RÉPONSE INTERNATIONALE** À LA HAUTEUR DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Aussi, le plaidoyer inter-associatif s'est concentré sur la place de la France dans la réponse internationale à la lutte contre le COVID-19. En tant que sixième puissance économique mondiale, la France se doit de contribuer de manière significative à la réduction des inégalités face à la pandémie de COVID-19. Elle peut apporter une réponse pertinente et adaptée à cette crise sanitaire globale, grâce à l'intégration systématique d'une approche basée sur les droits humains, la lutte contre les inégalités, la prise en compte du genre, l'application d'une diplomatie extérieure féministe, et l'inclusion des organisations de la société civile et des communautés impactées selon un principe de co-construction.

La lutte contre la pandémie de COVID-19 appelle à la mise en place de mesures inédites au niveau mondial, dans leur ampleur et leur financement. Les Nations Unies estiment que 14,5 milliards d'euros au minimum sont nécessaires à la riposte. Grâce au travail commun de plaidoyer, des premiers engagements ont été pris. L'Agence Française de Développement a notamment annoncé le financement de l'initiative « COVID-19 - santé en commun » pour l'Afrique, à hauteur de 1,2 milliard d'euros dont 8% sous forme de dons.

La réponse actuelle est cependant insuffisante. Solidarité Sida plaide pour que des mesures supplémentaires soient prises et pour qu'émergent de nouveaux financements dédiés à la réponse sanitaire, en alignement avec les financements dédiés aux conséquences économiques du virus.

Dans le souci de garantir la coordination des actions de plaidoyer et de porter plus haut les intérêts et la défense de ses partenaires et des personnes les plus vulnérables, Solidarité Sida s'implique dans le travail inter-associatif en France :

- Le Collectif Santé mondiale, collectif de 10 associations engagées en faveur de la solidarité internationale, la défense des services sociaux de base et la réalisation de la santé partout dans le monde ;
- La commission Santé et développement de Coordination SUD, regroupement d'une vingtaine d'ONG spécialisées sur les thématiques de la santé afin de favoriser le partage d'expérience et construire des positions collectives ;
- La commission Financement du développement de Coordination SUD, pour laquelle Solidarité Sida est chef de file, regroupe une dizaine d'ONG engagées dans le plaidoyer en faveur d'une augmentation de l'aide publique au développement et des moyens de la solidarité internationale ;
- La plateforme ELSA, consortium regroupant le Planning Familial, Sidaction, Solthis et Solidarité Sida afin de coordonner le soutien aux partenaires en Afrique;
- L'Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE), collectif d'associations qui entend dénoncer les difficultés rencontrées par les étrangers dans le domaine de l'accès aux soins et du droit au séjour pour raison médicale.





millions d'euros alloués à l'aide aux malades et à la prévention à travers le monde

116 projets soutenus dans 21 pays

210000 bénéficiaires directs des projets internationaux

126000 euros alloués pour des aides d'urgence

masques collectés et distribués aux associations

22 000 kits de première nécessité distribués aux mamans en difficulté

jeunes sensibilisés en « face à face » au lycée, en foyer ou en déambulation à Paris

ANNEXE: LES PROGRAMMES SOUTENUS

RÉNIN

AFAS Horizon (Calavi)

Association des Femmes Actives contre le SIDA - Projet de renforcement de l'observance antirétrovirale et de la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant

Racines (Cotonou)

Dépistage et prise en charge globale des PVVIH dans les communes de Cotonou et Savalou - Promotion d'une sexualité responsable auprès des jeunes apprenti·e·s et artisan·e·s et élèves dans la commune de Savalou

BURKINA FASO

ABS - Association Burkinabé de Solidarité (Bobo-Dioulasso)

Projet d'accompagnement psychosocial des PVVIH dans le district sanitaire de N'Dorola

ADT - Association Dispensaire Trottoir (Bobo-Dioulasso)

Accompagnement global des personnes vivant avec le VIH - Sensibilisation des jeunes au VIH, aux IST et à la santé sexuelle et reproductive

ADS - Dounia Solidarité+ (Ouagadougou)

Accompagnement médical et socio-économique des personnes vivant avec le VIH - Pour le Bien-être des enfants et des Jeunes

ALUBJ - Association Liaison Universelle (Ouagadougou)

Renforcement des actions préventives et du suivi médical au profit de jeunes filles en situation de vulnérabilité face aux IST/VIH/sida

CAMEROUN

AFASO - Association des Femmes Actives et Solidaires (Yaoundé) Prise en charge médicale et psychosociale des PVVIH

Tise en charge medicale et psychosociale des i

Alternatives-Cameroun (Douala)

Dépistage et prise en charge médico-sociale des PVVIH issues de la communauté LGBT+ - Sensibilisation des jeunes LGBT+ à la santé sexuelle et reproductive sur des plateformes numériques innovantes

Colibri (Bafoussam)

Prise en charge médico-sociale des PWIH issues des communautés LGBT+ et victimes des conflits armés dans l'est du Cameroun

MEJ - La Maison des Enfants et des Jeunes de Bafou (Dschang) Prévention à la santé sexuelle et reproductive auprès des lycéens

CHARACTER LC 1 C 14 C 14 C 14 C 15 L1

SWAA Littoral - Society for Woman and Aids in Africa (Douala)

Optimisation des soins des PVVIH afin d'atteindre les objectifs de l'ONUSIDA. Prévention à la santé sexuelle et reproductive auprès de 4 000 jeunes âgés de moins de 25 ans. Prévention et accompagnement médico-social auprès des TS

CÔTE D'IVOIRE

ACI - Alternative Côte d'Ivoire (Abidjan)

Prévention et accompagnement médico-social auprès des jeunes LGBT+

C.SAS - Centre Solidarité et Action Sociale (Bouaké)

Prise en charge globale des PWIH

COVIE - ONG Conscience et Vie (Dabou)

Prévention et accompagnement psychosocial des TS

USV - Association Unis pour Sauver des Vies (Bouaflé)

Prévention à la santé sexuelle et reproductive auprès de 300 jeunes et TS âgés de moins de 25 ans

RSB - Renaissance Santé Bouaké (Yamoussoukro)

Maison d'accueil : hébergement et prise en charge des PVVIH isolées

ÉGYPTE

AL SHEHAB (Le Caire)

Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés en Égypte

FRANCE

Acceptess-T (Paris)

Aide aux besoins de première nécessité de 122 personnes transgenres

ADER (Cayenne)

Aide aux besoins de première nécessité de 15 personnes migrantes vivant avec le VIH

ALS (Lyon)

Aide aux besoins de première nécessité de 80 PVVIH

Hébergement et prise en charge médico-sociale d'une vingtaine de PWIH

AMAV - CHU de Tours (Tours)

Aide aux besoins de première nécessité de 80 personnes migrantes vivant avec le VIH

Appui santé Loiret (Tours)

Aide aux besoins de première nécessité de 40 personnes migrantes vivant avec le VIH

Arcat (Paris)

Accompagnement juridique des TS latino-américaines en situation de précarité administrative - Aide aux besoins de première nécessité de 130 PVVIH

ARAP - Rubis (Nîmes)

Aide aux besoins de première nécessité de 193 TS - Hébergement de 5 TS

ASUD Mars Say Yeah (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité de 80 personnes usager.ère.s de drogue - Hébergement d'une quinzaine de personnes usager.ère.s de drogue

Aurore Mijaos (Paris)

Hébergement et accompagnement médico-social de 16 PVVIH

Autres Regards (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité de 50 TS - Hébergement d'une dizaine de TS

Basiliade (Lyon)

Aide aux besoins de première nécessité des PVVIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale de PVVIH

Basiliade Chemin Vert (Paris)

Accompagnement juridique de migrants vivant avec le VIH en situation de précarité administrative - Aide aux besoins de première nécessité des PWIH - Hébergement d'une dizaine de PWIH - Projet « L'Escale »

Basiliade Uraca (Paris)

Aide aux besoins de première nécessité de 80 migrant-e-s vulnérables ou PVVIH - Hébergement d'une dizaine de migrant-e-s particulièrement fragilisés par le VIH

BUS 31/32 (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité de 120 personnes usager.ère.s de

Cabiria (Lyon Cedex 01)

Aide aux besoins de première nécessité de 90 TS - Hébergement de 35 TS

Dessine Moi Un Mouton (Paris)

Aide aux besoins de première nécessité de 128 jeunes et femmes avec enfants vivant avec le VIH

Entr'Aides Guyane (Cayenne)

Aide aux besoins de première nécessité de 40 PVVIH

Entr'AlDsida Limousin (Limoges)

Aide aux besoins de première nécessité de 28 PVVIH

Envie (Montpellier)

Aide aux besoins de première nécessité de 10 personnes migrantes vivant avec le VIH

Grisélidis (Toulouse)

Aide aux besoins de première nécessité de 70 TS. Hébergement de 15 TS

Ikambere (Saint-Denis)

Aide aux besoins de première nécessité de 125 femmes migrantes vivant avec le VIH - Hébergement de 16 femmes migrantes vivant avec le VIH

L'Arbre Fromager (Cayenne)

Aide aux besoins de première nécessité de 30 femmes en situation de vulnérabilité - Hébergement de 10 femmes en situation de vulnérabilité

La Case (Bordeaux)

Hébergement de 3 TS

Les amis du bus des femmes (Paris)

Aide aux besoins de première nécessité de 136 TS. Hébergement d'une dizaine de TS $\,$

Les séropotes (Paris)

Création d'une plateforme web de conseil et d'orientation des personnes vulnérables au VIH

Nouvelle Aube (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité de 250 jeunes usager-ère-s de drogue

PASTT (Paris)

Aide aux besoins de première nécessité de 116 personnes transgenres et TS migrant·e·s - Hébergement de 42 personnes transgenres et TS migrant·e·s

Proses (Montreuil)

Aide aux besoins de première nécessité de 30 usager·ères de drogues. Hébergement et accompagnement médico-social de 15 usager·ère·s de drogues

Réduire les Risques (Montpellier)

Aide aux besoins de première nécessité de 41 femmes usagères de droques - Hébergement de 8 femmes usagères de droques

Réseau Santé Marseille Sud (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité de PWIH en grande précarité Hébergement d'une dizaine de PWIH et leur famille

RE-VIH Mulhouse

Aide aux besoins de première nécessité de 40 PVVIH en grande précarité

Sociale Alsace VIH (Strasbourg)

Aide aux besoins de première nécessité de 20 PWIH en grande précarité

Sol En Si (Bobigny) Aide aux besoins de première nécessité de 92 PVVIH et de leur famille

Sol En Si (Marseille) Achat de lait maternisé pour les enfants de 35 mères infectées par le VIH

Solidarité Sida (Paris)

Aides d'urgence

INDE

DNP+ (New Delhi)

Prise en charge des personnes usagères de drogue vivant avec le VIH dans la ville de New Delhi et ses environs (« Treat and retain Delhi »)

IIRAN

M COALITION (Beyrouth)

Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés au Liban

MARSA (Beyrouth)

Centre de santé sexuelle MARSA : prise en charge médicale et psychosociale des LGBT+

MADAGASCA

AINGA / AIDES (Antananarivo)

Services de dépistage de proximité pour les personnes détenues et usager-ère-s de drogue par injection

MALI

AKS Kénédougou Solidarité (Sikasso)

Accès des TS aux services de prévention, de dépistage et de soins de

CERKES (Sikasso)

Centre de prise en charge globale des PWIH de Sikasso

MAROC

ASCS - Association Sud Contre le Sida (Agadir)

Prévention de proximité auprès des jeunes

ALCS (Marrakech)

Centre de santé sexuelle pour les populations clés - Dar Al Borj

AHSUD (Tanger)

Projet d'accompagnement psychosocial des personnes usagères de drogues

ITPC - MENA (Marrakech)

Accompagnement à la mise en place des observatoires communautaires sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés en région MENA

RDR MAROC (Nador)

Accompagnement psychosocial à la reconstruction du projet de vie des usager-ère-s de drogue injectable

100% Mamans (Tanger)

Prise en charge globale des mères célibataires et jeunes femmes en situation de vulnérabilité

RDR MAROC (Tanger) Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les

PVVIH et populations clés au Maroc

AGD (Nouakchott)

MAURITANIE

Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés en Mauritanie

NIGER

ANLCDI (Niamev)

Programme de prévention des jeunes scolaires et universitaires sur la consommation de drogues et les IST/VIH/sida

MVS - Mieux Vivre avec le sida (Niamey)

Prise en charge médicale et psychosociale des personnes vivant avec les IST/VIH/sida

NIGÉRIA

Centre for the Right to Health (Abuja)

Clinique mobile : renforcement de l'accès à la prévention et à la prise en charge médicale pour PVVIH et populations vulnérables isolées

SDC

SOS SIDA (Bukavu)

Centre médico-social SOS Sida : prise en charge globale des PVVIH du Sud-Kivu

AFIA SANTE (Isiro)

Projet de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant en

RÉPUBLIQUE DU CONGO

ASU - Association Serment Universel (Brazzaville)

genre dans le département de la Bouenza

Dépistage et prise en charge globale des femmes séropositives en grossesse et allaitantes à domicile

AZUR Développement (Brazzaville)Protection des filles contre les IST, le VIH/sida et les violences basées sur le

ARF - The Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice (Moscou)
Accompagnement des personnes usagères de drogues injectables à la

SÉNÉGAL

AJD PASTEEF (Dakar)

réduction des risques

Approche participative de prévention du VIH chez les jeunes de 15 à 24 ans

BOKK YAKAAR (Fatick)Projet d'assistance et de soutien aux PVVIH de la région rurale de Fatick

AAEC - Afrique Arc en Ciel (Lomé)

ACCESS - IN : Accès aux services de soins et de prise en charge du VIH pour les HSH des villes de l'intérieur du Togo

AST - Action Santé pour Tous (Baguida / Djagblé)

Appui à la prise en charge globale des PVVIH dans la banlieue Est de Lomé - Centre Jeunes au Togo : renforcement et développement des activités socio-éducatives et de promotion de la santé sexuelle

CRIPS - TOGO (Noepé) Prévention à la santé sexuelle et reproductive auprès de 6 000 jeunes de

moins de 25 ans

EVT - Espoir Vie Togo (Aného) Intensification de la prise en charge des PVVIH, OEV et HSH dans la ville

d'Aného et ses environs

Le JADE - Pour la Vie ! (Lomé)Prévention de la transmission des IST/VIH et des grossesses non désirées chez les jeunes scolaires et extrascolaires. Projet de soutien médical aux PVVIH

TUNISIE

ATL (Tunis) Les Jasmins : centre de prise en charge médicale et psychosociale dédié

aux femmes usagères de drogues

ATP + (Tunis)

Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les

UKRAINE

ALLIANCE GLOBAL (Kiev)

PVVIH et populations clés en Tunisie

Soutien et accompagnement des HSH séropositifs

KCCF BLAGO - KHARKIV CITY CHARITABLE FOUNDATION (Kharkiv)

41

Accompagnement médical et psychosocial des TS

Merci



